

MAREK BELKA

Président de la Banque nationale de Pologne

Jean-Claude Trichet, ancien président, BCE

I give the floor now to Marek Belka, who can address the view of the 28 and not only of the 18 if he wishes, and all other remarks will be welcome.

Marek Belka, président, Banque nationale de Pologne

Merci. Inutile d'ajouter quoi que ce soit au processus de construction de l'union bancaire. Tout est entre les mains de Benoît et de ses collègues de la BCE, je me limiterai par conséquent à formuler quelques remarques au titre d'intervenant extérieur modérément informé qui participe à certains aspects du processus au sein de l'Union européenne.

Vous devez savoir que la Pologne est un pays dans lequel certaines caractéristiques du secteur bancaire international se sont développées. À l'inverse de la plupart des grands pays européens, 65 % du secteur bancaire en Pologne est détenu par l'étranger ou géré internationalement et seul un tiers est composé de banques dont le siège est en Pologne, pour certaines détenues par des capitaux polonais et pour d'autres par des capitaux internationaux. Nous pouvons toutefois supputer que c'est à cela que ressemblerait un secteur bancaire européen après la création d'une véritable union bancaire, une situation dans laquelle les banques intérieures ne sont pas un instrument idéal pour la politique économique de l'État.

Comment en sommes-nous venus à parler d'une union bancaire ? Il s'agit bien entendu d'une réaction à la crise. D'instinct, la première idée a été d'envisager une sorte d'union fiscale. Sans enthousiasme particulier. Et l'idée d'une union bancaire a justement gagné en attractivité parce que l'idée d'une union fiscale n'a pas pris. Je me souviens de ce moment, quand la tristement célèbre Bankia était sur le point d'être recapitalisée par le Trésor espagnol. Les discussions autour de l'union bancaire se sont intensifiées, et nous savons pourquoi.

En Pologne, nous avons tendance à nous montrer légèrement cyniques à l'idée d'une union bancaire. C'est une option de second choix, mais qui fait parfaitement sens en raison du rôle des banques dans le secteur financier européen et parce que celui-ci semble fortement intégré. Vous pouvez faire beaucoup en négociant avec les banques et en les amenant à l'union bancaire. Quel type de question posons-nous quand nous observons ce qui se passe en matière d'union bancaire ? Premièrement, quelle crise allons-nous résoudre avec l'union bancaire – celle dont nous sortons lentement à l'heure actuelle ou les prochaines ? Fondamentalement, la question consiste à identifier en quoi l'union bancaire permet de résoudre les dettes laissées en héritage. Deuxièmement, les pays de la zone Euro sont-ils prêts à faire face aux conséquences politiques et économiques d'une véritable union bancaire ? Troisièmement, oui ou non l'union bancaire fige-t-elle la structure défaillante du secteur financier européen ? Je vais tenter d'esquisser une réponse à ces trois questions.

Premièrement, quelle crise allons-nous résoudre ? Le principal objectif de l'union bancaire est de couper le lien avec la banque souveraine. Sans elle, nous aurions une dispersion plus importante, qui renforcerait la divergence dans la zone Euro et entraîne des problèmes majeurs, y compris des problèmes encore plus graves pour l'existence de l'euro que ce que nous observons actuellement. Chacun sait que pour rompre ce lien, les coûts d'assainissement des banques défaillantes doivent permuter des budgets nationaux vers d'autres postes, avec des créiteurs qui partageraient le fardeau. Deuxièmement, nous savons que pour rompre ce lien, les banques doivent réduire leur exposition à la dette souveraine émise par leur État de rattachement. Nous avançons lentement sur les deux tableaux, ou du moins sur le premier.

De toute évidence, nous mettons en place des institutions dont la fonction est d'éviter les futures crises et de construire une union économique et monétaire européenne qui durera des décennies ; mais nous sommes moins



préparés à faire face à la crise actuelle, ce qui ne veut pas dire que les questions de la crise actuelle ne sont pas au moins partiellement prises en compte. Par exemple, assainir véritablement le secteur bancaire européen implique une élimination partielle de la dette laissée en héritage, qui est bloquée dans les banques. La réponse ici n'est ainsi pas trop enthousiaste mais reste positive dans une certaine mesure.

Deuxième question, les pays de la zone Euro sont-ils préparés à faire face aux conséquences politiques et économiques de l'union bancaire ? Si nous devons disposer d'une véritable union bancaire, nous ne pouvons continuer avec des systèmes bancaires nationaux dominés par quelques banques nationales. Ces banques s'engagent dans des activités internationales à la fois en et hors Europe, mais nous ne disposons pas de banques paneuropéennes. La banque qui se rapproche le plus de cette notion est UniCredit, une situation presque entièrement attribuable à l'élargissement vers l'est de l'Union européenne. Le seul pays en dehors de l'Italie dans lequel UniCredit a des opérations majeures, c'est l'Allemagne, et nous savons à quel point cela est difficile à encaisser pour certains.

Nous savons d'expérience que, si une réelle union bancaire doit exister, les banques doivent être européennes, pas nationales, et ce n'est pas chose facile. Nous traversons la crise depuis plusieurs années et nous observons que ces banques internationales sont très efficaces pour fournir du financement. De fait, l'Europe a été la seule région de l'économie globale à injecter des capitaux, en stimulant la croissance mais en provoquant également des bulles. Néanmoins, au cours de la crise de 2009/2010, nous avons comparé les banques siégées à Varsovie et les banques étrangères. Les premières ne se sont pas du tout comportées de manière procyclique alors que les autres ont été très procycliques. Cela s'explique par la gestion très centralisée du risque, opérée conformément à des règles complètement inadaptées à la situation du pays. Et les conditions en Pologne étaient bien meilleures qu'ailleurs. Par conséquent, une telle situation présente des avantages et des inconvénients. Mais nous le comprenons probablement mieux que ces pays qui disposent d'un secteur bancaire national. La question reste de savoir si les autres pays, comme la France, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Italie, l'Allemagne sont prêts à avoir des banques qui soient véritablement internationales. Je ne connais pas la réponse à cette question.

Troisième question, l'union bancaire figerait-elle la domination défailante du secteur financier par les banques ? Je pense que la réponse est oui.

C'étaient quelques remarques de la part de quelqu'un qui observe l'union bancaire avec les plus grands espoirs car, dans un sens, nous avons déjà expérimenté certaines de ses conséquences, bonnes ou mauvaises.